



CAPD du mardi 7 juin 2022

Déclaration SE-Unsa 34

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames, Messieurs,

La CAPD de ce jour étudiera les demandes de recours de nos collègues concernant leurs demandes de temps partiels déboutées. Conséquence de la loi sur la rénovation de la fonction publique et d'une volonté farouche d'enjamber le dialogue social, le SE-Unsa 34 espère que les conditions favorables à ce dernier qui ont jalonné ces 5 dernières années seront toujours, aujourd'hui et en ce lieu, d'actualité.

Le SE-Unsa, dans sa déclaration du 29 mars dernier, opérait non sans quelque ironie un méa-culpa. Méa culpa d'avoir souhaité de la continuité dans l'action éducative de notre pays et il plaidait pour un changement. Un changement profond. Un choc ! Car ces 5 dernières années ont été globalement néfastes pour notre système éducatif et pour les personnels. Néfastes et maltraitantes.

Suppression des PMQC, suppression des aides à la direction d'école, gel du point d'indice, recours massif aux contractuels, réduction à minima des instances de dialogue social, prime au mérite, pilotage par l'évaluation, formations et méthodes pédagogiques imposées, démantèlement de la formation initiale, enterrement de la réforme des rythmes scolaires...

Mais nous pourrions y rajouter des expérimentations qui n'en sont pas vraiment (Contrats locaux d'accompagnement, Ecole du futur à Marseille, cités éducatives...)

Tous ces dispositifs ont un point en commun, celui d'une « rupture d'égalité » et d'une « école à plusieurs vitesses ». Si l'expérimentation Marseillaise a été lancée avec tambours et trompettes, les deux autres sont totalement passées sous les radars du grand public. Pourtant, ces expérimentations portent en elles une certaine idée libérale de l'école, et le peu de retour dont nous disposons nous laisse à penser que l'on expose notre système à un risque de disruption.

C'est pourtant de cohésion et non de divisions dont notre Ecole a besoin. Permettre des financements au compte-goutte, dans l'opacité la plus totale, en dehors de toute équité n'est pas ce dont l'école a besoin.

Redonner de l'attractivité à notre métier qui manque de vocations, former sur le temps long et sereinement les nouveaux enseignants, former aux nouvelles méthodes pédagogiques, redonner l'envie aux enseignants d'enseigner en leur donnant les outils nécessaires et les conditions optimales.

Voilà le défi que devra relever notre nouveau Ministre dont le SE-Unsa souhaite qu'il ne soit pas que le pantomime d'un président omniprésent et omnipotent. L'avenir nous le dira.

Je vous remercie.

Jean-Robert BIGGIO
Secrétaire Départemental